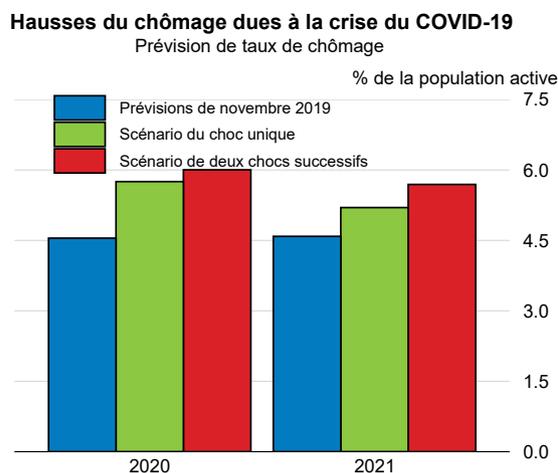
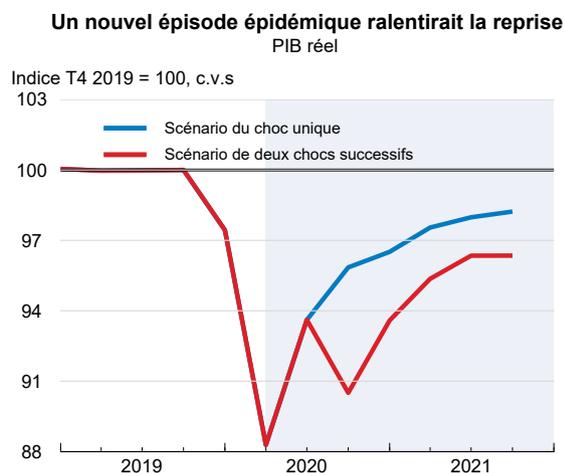


Autriche

L'épidémie de COVID-19 a été relativement endiguée pour le moment et le confinement a commencé à être assoupli progressivement à la mi-avril. Le PIB devrait se contracter de 6.2 % en 2020 en l'absence de nouvelles vagues du virus (scénario du choc unique) et de plus de 7 % en cas de nouvelle vague plus tard dans l'année (scénario de deux chocs successifs). L'activité économique se redressera parallèlement à la levée des mesures de confinement mais la reprise économique prendra tout de même du temps, la production fin 2021 restant inférieure à son niveau d'avant la crise. Le chômage et le nombre de bénéficiaires de dispositifs de chômage partiel se sont envolés et devraient rester élevés tout au long de la période considérée d'après les projections. Compte tenu des dépenses supplémentaires dans le cadre de la riposte des pouvoirs publics et de la diminution des recettes fiscales, le pays accusera un important déficit budgétaire. Le taux d'inflation relativement bas devrait ralentir à court terme puis remonter quelque peu en 2021.

La réaction rapide des pouvoirs publics a permis d'aider massivement les entreprises et les ménages au moyen d'injections de liquidités, de reports d'impôt, de garanties de crédit et des dispositifs de chômage partiel. Les dirigeants devraient veiller à ce que les programmes de soutien évoluent en fonction de la situation sanitaire et économique et continuer à compléter et à remplacer les mesures générales actuelles, avec des aides plus ciblées afin de limiter les retombées négatives sur l'allocation efficiente des ressources.

Autriche



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139005>

Autriche : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché*	357.4	2.6	2.3	1.5	-7.5	3.2
Consommation privée	186.9	1.5	1.1	1.3	-7.4	3.7
Consommation publique	70.3	1.1	0.8	0.7	2.2	1.4
Formation brute de capital fixe	82.5	3.9	3.9	2.8	-8.0	3.8
Demande intérieure finale	339.7	2.0	1.7	1.5	-5.6	3.2
Variation des stocks ¹	3.8	0.1	0.2	0.1	-1.5	0.0
Demande intérieure totale	343.5	2.1	1.8	1.6	-7.0	3.2
Exportations de biens et services	187.8	5.2	5.6	2.6	-11.9	9.7
Importations de biens et services	173.8	4.9	4.5	2.7	-11.5	10.2
Exportations nettes ¹	14.0	0.3	0.8	0.1	-0.6	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	1.7	1.7	0.6	0.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.2	2.1	1.5	0.8	1.1
IPCH sous-jacent ²	—	2.1	1.8	1.7	0.9	1.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.5	4.8	4.5	6.0	5.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	0.2	0.7	-9.8	-5.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	102.0	96.6	94.7	110.0	113.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	78.1	73.9	70.4	85.7	88.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.5	2.3	2.6	2.2	1.9

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137257>

Les restrictions sont progressivement levées après le confinement

L'Autriche a été touchée par la pandémie de COVID-19 au début de l'année. Le nombre de cas a culminé fin mars et a diminué régulièrement depuis. Comme le système de santé est doté de moyens relativement importants et présente une très bonne accessibilité, le nombre de victimes de la maladie à COVID-19 par rapport à l'ensemble de la population a été faible jusqu'à présent. Les personnes âgées étant relativement nombreuses, la propagation du virus dans les maisons de santé a été un enjeu majeur.

Les autorités autrichiennes ont imposé un confinement dans tout le pays de la mi-mars à la mi-avril. Parmi les mesures prises figuraient la fermeture des écoles et des universités, l'annulation d'événements publics et des restrictions à l'activité pour la plupart des entreprises. Durant la deuxième quinzaine d'avril, le confinement a été assoupli progressivement. Les écoles et commerces qui n'avaient pas déjà rouvert ont repris leurs activités début mai. Les résidents sont tenus de porter un masque dans les transports publics et les lieux publics couverts comme les magasins. Les restaurants et les hôtels ont rouvert respectivement à la mi-mai et fin mai. Sachant que les touristes allemands ont représenté environ 37 % de tous les séjours avec nuitée(s) en Autriche en 2019, la réouverture prévue des frontières avec l'Allemagne avant l'été aiderait le secteur du tourisme autrichien.

Autriche : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché*	357.4	2.6	2.3	1.5	-6.2	4.0
Consommation privée	186.9	1.5	1.1	1.3	-6.1	4.4
Consommation publique	70.3	1.1	0.8	0.7	2.0	1.0
Formation brute de capital fixe	82.5	3.9	3.9	2.8	-7.0	5.8
Demande intérieure finale	339.7	2.0	1.7	1.5	-4.7	4.0
Variation des stocks ¹	3.8	0.1	0.2	0.1	-1.5	0.0
Demande intérieure totale	343.5	2.1	1.8	1.6	-6.1	4.1
Exportations de biens et services	187.8	5.2	5.6	2.6	-8.7	9.4
Importations de biens et services	173.8	4.9	4.5	2.7	-9.0	9.9
Exportations nettes ¹	14.0	0.3	0.8	0.1	-0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	1.7	1.7	0.5	0.8
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.2	2.1	1.5	0.8	1.3
IPCH sous-jacent ²	—	2.1	1.8	1.7	1.0	1.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.5	4.8	4.5	5.8	5.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	0.2	0.7	-7.3	-3.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	102.0	96.6	94.7	106.7	107.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	78.1	73.9	70.4	82.4	82.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.5	2.3	2.6	2.6	2.2

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137276>

Le chômage et le nombre de bénéficiaires du chômage partiel se sont envolés

D'après une récente estimation provisoire, la mise à l'arrêt de nombreux secteurs dans les faits a provoqué une contraction de 2.6 % du PIB au premier trimestre de 2020 par rapport au trimestre précédent. Le nombre de chômeurs inscrits a augmenté, passant d'environ 350 000 fin 2019 à plus de 500 000 (fin avril). Cela entraînera un rebond du taux de chômage de 4.5 % à 5.5 %. Par ailleurs, 1.4 million de demandes ont été déposées pour bénéficier des dispositifs de chômage partiel. Outre les secteurs manufacturiers, qui sont fortement intégrés dans les chaînes d'approvisionnement européennes, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, qui contribue à hauteur d'environ 7-8 % à la valeur ajoutée totale, est fortement pénalisé. Le nombre de séjours avec nuitée(s) de touristes a diminué sensiblement en mars, de 60 % environ par rapport à février et de 9 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les pouvoirs publics ont réagi rapidement

La riposte des pouvoirs publics comportait une importante relance par voie budgétaire. Les autorités ont annoncé plusieurs mesures pour venir en aide aux entreprises, aux ménages et au secteur de la santé à la mi-mars, qui sont allées de pair avec un assouplissement de la politique monétaire de la zone euro. L'enveloppe budgétaire totale dévolue au COVID-19 s'élève à 38 milliards EUR (environ 9 % du PIB), dont

des garanties de crédit et des reports d'impôt, et est progressivement exécutée. Les garanties de crédit (jusqu'à 9 milliards EUR) sont accordées pour couvrir jusqu'à 100 % du montant des prêts afin d'aider les entreprises à éviter un déficit de liquidités. Une tranche de 4 milliards EUR au départ a été consacrée au financement des dépenses de fournitures médicales, au soutien du système de prise en charge, aux difficultés rencontrées par les entreprises particulièrement vulnérables et au financement du dispositif de chômage partiel. Les employeurs peuvent réduire le temps de travail à seulement 10 %, tandis que les collaborateurs perçoivent entre 80 % et 90 % de leur salaire régulier. En raison d'un grand nombre de demandes, le montant alloué au dispositif de chômage partiel a déjà été porté à 12 milliards EUR. Outre ces mesures, les autorités ont annoncé un plan de redressement pour le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de 500 millions EUR à la mi-mai.

Le PIB pourrait se contracter de plus de 7 % en 2020

Le confinement a provoqué un repli d'environ 30 % de l'activité économique avant de commencer à être assoupli. En cas de deuxième vague du virus, le PIB chuterait de plus de 7 % en 2020, alors que, dans le scénario du choc unique, qui table sur l'absence de nouvelles vagues et sur une poursuite de l'assouplissement des restrictions au second semestre de l'année, le PIB diminuera de 6.2 % en 2020. Le commerce et l'investissement resteront particulièrement fragiles étant donné l'incertitude persistante dans les deux scénarios. L'emploi se redressera, ce qui permettra à de nombreux travailleurs bénéficiant du dispositif de chômage partiel de retourner au travail. Toutefois, fin 2021, le chômage se maintiendra à 5.7 % dans le scénario de deux chocs successifs et à 5.2 % dans celui du choc unique. L'inflation reculera à court terme.

Les risques demeurent élevés. Le secteur du tourisme notamment est un employeur et un exportateur de premier plan. Toutefois, il se compose principalement de PME, souvent familiales et en général très endettées, d'où des volants de liquidités assez faibles. Si les mesures de confinement et les restrictions de déplacement continuent à empêcher les touristes de se rendre en Autriche au cours de l'été, alors une vague de cessations de paiements pourrait déferler dans ce secteur, avec des répercussions négatives sur la production agrégée, l'emploi et les exportations.

Les dirigeants doivent soutenir la reprise

Les dirigeants doivent venir en aide aux travailleurs et aux entreprises pendant que l'activité reste perturbée et durant la phase de reprise. Néanmoins, ils doivent aussi veiller à ce que les mesures gouvernementales bien intentionnées n'aient pas de retombées négatives à plus long terme et se préparer à supprimer progressivement les aides publiques en temps voulu. Cela concerne en particulier la fin des garanties de l'État sur les prêts aux entreprises. Les gouvernants devraient empêcher des entreprises par ailleurs viables de sortir du marché si cela tient uniquement à un déficit temporaire de liquidités. Cependant, des garanties de l'État prolongées pourraient accroître les coûts budgétaires et risquent d'avoir des effets négatifs sur l'allocation efficiente des ressources et sur la productivité du fait d'entreprises qui continuent à opérer uniquement en raison des aides publiques. Les autorités devraient plutôt privilégier une résolution rapide des entreprises insolvables, à travers une annulation de leur dette ou une conversion de leurs titres d'emprunt en actions. Elles devraient examiner la possibilité de réorganiser l'économie d'une manière plus viable et inclusive, par exemple en commençant à appliquer des mesures pour lutter contre le changement climatique ou en ayant davantage recours aux services numériques dans l'éducation et l'administration.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/8bb4362c-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.